

Martinique, le 25 février 2026

LETTRE OUVERTE

À la Population Martiniquaise

Pour que l'éducation devienne enfin une priorité

Mesdames, Messieurs,

Nous, parents d'élèves réunis au sein de l'UPEEM, prenons aujourd'hui la parole au nom de nos enfants, de leurs droits et de leur avenir. Nous interpellons l'ensemble de la population martiniquaise, les autorités compétentes et tous les acteurs de notre société sur une réalité que nous ne pouvons plus accepter en silence : le droit à l'éducation est chaque jour compromis par la problématique récurrente voir systémique du transport.

Un droit fondamental bafoué au quotidien

Chaque heure perdue est une heure volée à l'avenir de nos enfants. Des élèves arrivent en retard, épuisés, démotivés, exemple de la ligne Ducos/Saint-Pierre. D'autres renoncent purement et simplement à se rendre à l'école. Car enlever un enfant du siège d'un bus, c'est l'enlever du banc de l'école et parfois le mettre sur les chemins de traverse de l'échec.

Cette réalité amplifie les inégalités sociales. Elle touche en premier lieu les familles les plus fragiles, celles qui n'ont pas les moyens de compenser par un véhicule personnel, celles qui comptent sur un service public pour que leurs enfants accèdent à l'égalité des chances. Dans certains cas, elle met même nos enfants en danger.

Nos enfants ne sont pas une variable d'ajustement

Nous refusons que la réussite scolaire de nos enfants soit sacrifiée sur l'autel des contraintes budgétaires. Nos enfants ne sont pas une variable d'ajustement économique. Ils sont l'avenir de la Martinique, et à ce titre, la réussite de leur projet de vie doit être l'objectif cardinal de notre société tout entière.

Il est inadmissible que les familles s'acquittent rigoureusement de leurs abonnements au transport scolaire et se voient pourtant privées de ce service à certains moments. Exigent donc que leurs enfants puissent prendre la voie de la réussite chaque jour en toute sécurité.



Nos demandes

1. Une séparation budgétaire claire entre transport urbain et transport scolaire si cela n'existe pas.

Cette frontière budgétaire est une condition de transparence et de justice envers les familles.

2. Un appel solennel au civisme et à la responsabilité économique de tous.

Le service public du transport ne peut fonctionner que si chacun {usager, opérateur, collectivité} assume sa part de responsabilité. Nous appelons à la solidarité citoyenne pour préserver ce bien commun indispensable.

3. La tenue sans délai de la Commission Académique du Transport.

Cette commission proposée par l'UPEEM, votée à l'unanimité lors du Conseil de l'Éducation Nationale (CEN) en 2023, n'a toujours pas été réunie solennellement. Nous exigeons qu'elle se tienne dans les meilleurs délais. Les décisions prises démocratiquement doivent être respectées et mises en œuvre nous avons des propositions à faire.

L'avenir de la Martinique se construit à l'école

La Martinique ne pourra se construire un avenir digne et serein que si elle investit pleinement dans la réussite de sa jeunesse. Or cette réussite commence par un acte simple : que nos enfants puissent arriver à l'école, à l'heure, en sécurité, chaque jour.

Nous appelons l'ensemble de la population à prendre conscience de l'urgence de la situation. Nous appelons les décideurs politiques, les Collectivités et Académie de Martinique ainsi que l'État à agir avec la détermination que méritent nos enfants, pour garantir leur réussite. L'éducation ne peut pas attendre. La Martinique ne peut pas attendre.

Ensemble, faisons de l'éducation une priorité, car l'avenir de notre pays repose sur les épaules de nos enfants.

L'UNION DES PARENTS D'ÉLÈVES ET D'ÉTUDIANTS DE MARTINIQUE

Divini ych nou sé divini péyi a